

Combat 31.1.58

257C

## « Si les finances nationales ne sont pas assainies le Marché commun amènera la déroute économique et le chômage »

déclare M. Georges Villiers président du C.N.P.F.

Au cours d'une réunion d'information organisée à Toulouse par l'Union régionale des Groupements patronaux, M. Georges Villiers, président du Conseil national du patronat français, a exposé les problèmes qui se posent aux chefs d'entreprises dans les perspectives de la Communauté économique européenne.

« Un marché de cent soixante millions d'habitants, a dit M. Villiers, va nous être ouvert, mais dans ce marché, les entreprises devront faire face à une compétition beaucoup plus âpre, qui va obligatoirement nécessiter de leur part un très gros effort d'adaptation, l'organisation de fabrication en grande série, la spécialisation et la standardisation de leur production, la modernisation de leur matériel et, par conséquent, la réalisation d'investissements considérables.

« Il est à ce sujet indispensable, a poursuivi M. Georges Villiers, que les entreprises travaillent en pleine collaboration avec leurs organisations professionnelles. Il est souhaitable, d'autre part, dans le cadre de la préparation de l'économie française au Marché commun, d'associer à l'orientation de l'économie, à l'échelon des professions et du Conseil national du patronat français, les syndicats ouvriers libres qui prennent de mieux en mieux conscience du développement économique commandant le progrès social.

« Il est évident, a souligné ensuite le président du C.N.P.F., que les efforts exigés des entreprises françaises sont subordonnés à l'existence de conditions générales qui les rendront possibles. L'inflation, l'augmentation constantes des charges fiscales et des différents éléments du prix de revient, les déficits intérieur et extérieur sont absolument incompatible avec la compétition européenne, et il est à craindre que l'opinion ne soit pas pleinement avertie de l'ampleur du redressement à effectuer.

« Si les finances nationales ne sont pas rapidement et rigoureusement assainies, a conclu M. Georges Villiers, le Marché commun amènera la déroute économique et le chômage, le pays doit savoir que, seul un effort courageux et continu de redressement, amorcé par le gouvernement depuis quelques mois, pourra nous permettre d'aborder sans crainte ce Marché commun, qui devrait être pour la France un très grand espoir. »